



Crise insurrectionnelle ou faillite institutionnelle ?

La mort de Nahel M. et ses conséquences soulèvent à nouveau une grande émotion et un vent de révolte dans le pays.

Dans ce contexte plusieurs prises de parole publiques tendent, par quelque manichéisme, à dresser le pays contre lui-même.

- D'un côté, il y aurait un *corps policier qui assassine et jouit d'une impunité judiciaire*, justifiant en retour une *action contre les symboles de l'État et de l'autorité publique* ;
- De l'autre, il y aurait des *« jeunes ensauvagés » sans foi ni loi*, légitimant en retour une *réponse expéditive et uniquement policière*.

La tension est actuellement très forte dans la société, depuis divers quartiers urbains et zones périurbaines jusqu'à la ruralité. Elle recouvre plusieurs aspects :

- **Abandon** : en effet, la population se sent laissée à elle-même par la désindustrialisation, la désertification du territoire, la disparition des services publics.
- **Exploitation** : sans véritable politique de lutte contre le chômage et la relégation sociale, les classes populaires et des parts croissantes de l'ex-classe moyenne se voient assignées des emplois précaires, aux conditions dégradées et menus salaires, sans perspective de carrière.
- **Mépris** : lorsque la population se mobilise sur la durée, avec force arguments pour s'opposer pacifiquement à une « réforme » des retraites (qui ne touchera pas les personnes qui la votent!), elle essuie un refus net de la part du gouvernement.
Quand elle demande davantage d'équité sociale et fiscale lors du mouvement des gilets jaunes, elle essuie des mesures de répressions musclées, avec force mutilations et incarcérations¹. Ceci de la part d'un gouvernement, qui par ailleurs dans des contextes de mise en danger de la vie d'autrui et de dégradation de biens donne des consignes de ne pas intervenir.
Ces consignes poussent d'ailleurs au départ nombre d'agents chargés de leur application, car en désaccord avec celles-ci².

Soyons clairs : pour SOLIDAIRES Douanes, ce clivage est sans issue car périlleux. Périlleux et évidemment instrumentalisé.

Si mesures il doit y avoir pour un règlement pérenne, c'est aux niveaux :

- politique
- et policier.

Nous insistons sur la responsabilité politique, qui semble ne cesser, consciemment ou non, de faire « monter les enchères », dans une évidente fuite en avant (pour échapper à son bilan, ses « propres » errements ?).

- **Négation des contre-pouvoirs** : lorsque des paysans, écologistes et riverains s'opposent à la dilapidation de ressources aquatiques dans le cadre d'un chantier inutile et coûteux (tunnel Lyon-Turin)³, c'est un prétexte à la dissolution administrative du collectif d'appel à la mobilisation *Les Soulèvements de la Terre*. Or une organisation n'est pas responsable des actes de tous les participants !

De même, le retrait de l'agrément de l'association de lutte contre la corruption Anticor, par décision de justice administrative. Où cette dernière prend acte de la rédaction « litigieuse », par les services du Premier ministre, de l'arrêté d'agrément du 02 avril 2021.

Une carence qui interroge, car lésant 2 ans plus tard un organe s'attaquant là encore aux puissants (159 actions en cours, dont une sur l'enquête pour prise illégale d'intérêts visant le secrétaire général de l'Élysée)...

Si des faits sont condamnables par la loi, alors les auteurs, quelle que soit leur position dans la société, doivent être appréhendés, jugés et traités également devant la loi. Justement sous peine de rendre cette société révoltante.

- **Négation de l'expression démocratique des citoyens** : notamment le refus par référendum du traité de Lisbonne, traité qui par sa dimension libérale a à voir de près ou de loin avec la quasi-totalité des mouvements sociaux depuis 2005.

1 Source : https://www.francetvinfo.fr/economie/transports/gilets-jaunes/gilets-jaunes-le-bilan-des-sanctions-judiciaires-contre-le-mouvement_4344123.html

2 Source : https://www.francetvinfo.fr/economie/emploi/metiers/armee-et-securite/securite-dans-la-police-et-la-gendarmerie-les-demissions-s-enchainent_5823401.html

3 Sources : <https://reporterre.net/Le-Lyon-Turin-menace-les-sources-de-la-Maurienne> ; <https://sudrail.fr/Projet-LYON-TURIN>



Être seul, agir seul, c'est le choix du pouvoir exécutif. Pourtant l'usage de contre-pouvoirs va être déterminant. SOLIDAIRES Douanes assume ce rôle pour définir des voies de résorption de ces crises.

Lorsqu'il y a drame ou « bavure », il doit y avoir dépaysement des dossiers afin que la Justice puisse travailler le plus sereinement possible.

La piste de commissions « vérité et réconciliation » sur des dossiers passés doit être aussi envisagée.

SOLIDAIRES Douanes va ici s'exprimer « en syndicalistes » : l'ensemble des services publics, en particulier régaliens, souffrent de sous-effectif, dont la faute incombe totalement au gouvernement.

Il faut en avoir conscience, pas juste s'étonner/s'effrayer quand les drames et leur cortège de conséquences arrivent !

Conditions de travail dégradées, problématiques de recrutement, de formation, sont autant de sujets de préoccupation pointés syndicalement.

La condition du nombre n'est pas suffisante, mais c'est un préalable nécessaire à la sécurité.

Par ailleurs, rien ne justifie les dérives de violences et de racisme, que SOLIDAIRES a toujours condamnées et condamnera toujours.

Après des décennies d'austérité et de dépérissement organisé, force est de constater que le service public se porte mal.

La police n'y échappe pas.

La fin de la Police de proximité a rompu tout lien avec une partie de la population. C'est un choix politique !

Et pendant des années le non remplacement de l'ensemble des départs en retraite, doublé de la « *politique du chiffre* », ont généré :

- surmenage,
- tension,
- fatigue,
- usure,
- recrutements au gré des urgences sociales...

Par exemple, il est étonnant que personne n'ait relevé jusqu'à présent⁴ la pauvreté du dispositif de contrôle routier ici impliqué : seulement 2 policiers motocyclistes !

Or, en Douanes, lorsque les agents de la branche Surveillance (SURV) contrôlent en milieu sécurisé (port, aéroport), il est enseigné qu'ils doivent être 3 minimum.

Sur la route, les douaniers motocyclistes ne contrôlent jamais seulement en binôme, ils sont en appui d'une escouade de douaniers SURV piétons.

La destruction politique des effectifs et moyens est une chose bien connue en Douane. Face aux déficits, il faut :

- un net doublage des effectifs (17 000 → 39 000) pour se rapprocher du nombre de douaniers en Allemagne (48 000), à due proportion de la population ;
- un repyramidage en catégorie A des 3 000 chefs d'équipe (CDE) de la Surv, et en B des agents C, en réponse à l'hémorragie des vocations et la technicité croissante ;
- la ré-acquisition (après en avoir vendues!) d'écoles de formation pour gagner substantiellement en formation (initiale et en continue) ;
- l'arrêt de la privatisation en cours d'une mission d'antiterrorisme (la sûreté du lien Transmanche) ;
- etc !

SOLIDAIRES Douanes appelle au calme, à la justice et au respect des autres. S'en prendre à ses voisins ou à des commerçants, ne relève pas de la révolte mais de la jouissance individualiste. Il y a des moyens légaux pour s'exprimer, y compris sa colère :

- le vote plutôt que l'abstention (qui est toujours une prime au pouvoir) ;
- les manifestations (au printemps des dizaines de millions de personnes étaient en capacité réelle de s'arrêter de travailler ; ne serait-ce qu'h pour défilé et défendre leur propre retraite... Mais aussi montrer leur opposition à un système politique) ;
- l'adhésion/militantisme politique, syndical, associatif, etc.

De même, s'en prendre aux symboles du pouvoir n'est pas s'en prendre au pouvoir. Les services publics, c'est le patrimoine de toutes celles et ceux qui n'en ont pas.

Une autre leçon à tirer est que les défaillances structurelles du service public, issues de choix politiques, provoquent des défaillances individuelles au niveau des personnels ; si les 1^{ères} sont sans impact pour leurs auteurs, les 2^{des} sont toujours assumées personnellement. Privatisation des choix, mutualisation des conséquences !

En douane, des mesures de protection ont été prises, avec vendredi 30 juin des consignes passées auprès des personnels. Les agents ont reçu ordre de rentrer chez eux chaque fin de journée avec leur ordinateur portable professionnel. Les ordinateurs portables et mini-tours des agents absents ont été placés dans les armoires fortes. Car comment faire garder H24 & sur place des locaux, quand on manque d'effectifs à ce point ?! Dans certaines directions, les drapeaux et panneaux d'identification des services ont été retirés du fronton des bâtiments. Si masquer l'identité Douane et retirer le symbole de la Nation peut sembler témoigner d'un recul de l'État, c'est pour l'instant l'une des seules mesures mise en œuvre pour tenter d'épargner nos bâtiments.

À l'annonce de l'effraction des locaux de la direction régionale de Paris-Est, et des dégradations occasionnées, on ne peut que constater que la douane, comme tout autre service public, est une cible.

SOLIDAIRES Douanes demande solennellement que des mesures soient enfin prises pour renforcer le nombre d'agents et donc protéger aussi les personnels.

Les contre-pouvoirs, ce n'est pas cosmétique, c'est la République en actes... et un outil de la paix civile.

⁴ Sauf erreur, nous relevons que certaines organisations syndicales policières usant d'un langage fleuri (« *l'heure n'est pas à l'action syndicale mais au combat contre les nuisibles* ») sont muettes *a contrario* sur ce sous-effectif.

